

Journée nationale d'action le 2 juin à la Direction générale des finances publiques

La situation sociale du pays est marquée par le combat, légitime et nécessaire, contre la « loi travail ». Des secteurs sont également en conflit comme à la Direction générale des finances publiques (DGFIP). **Depuis plusieurs années, les mouvements de grève y sont réguliers** (au moins 2 mouvements nationaux par an suivis par plus d'un agent sur quatre et de nombreux mouvements locaux) et les actions des représentants des personnels et de leurs représentants se multiplient.

Plusieurs actions locales se sont développées ces derniers mois (une centaine en 2015 et des actions de grève reconductible à Vierzon dans le Cher cet hiver puis, dans la période récente, dans les Pyrénées orientales, dans le Gard et dans l'Aude).

Ce 2 juin est une journée nationale d'action à la DGFIP. Plusieurs dizaines d'actions sont organisées sur l'ensemble du territoire. Elles prennent diverses formes : appel à la grève (La Réunion, Bouches du Rhône, Calvados, Bas Rhin, Cher, Eure et Loir...), distributions de tracts au public (Ardennes, Marne, Finistère...), rassemblements et manifestation (notamment à Clermont Ferrand à l'occasion de la venue de Christian Eckert et de Bruno Parent, Directeur général, dans les locaux de l'École nationale des finances publiques, mais aussi dans de nombreux départements), interpellation des directeurs locaux et actions militantes (Haute Garonne, Jura, Gironde, Landes, directions spécialisées du contrôle fiscal, en Picardie etc), communications à la presse, adresse aux élus locaux etc.

Les raisons de ces mouvements sont nombreuses. A la DGFIP, la charge de travail a explosé : on recense deux fois plus d'usagers à l'accueil qu'en 2002, les appels téléphonique ont également doublé depuis, les mels ont littéralement explosé, la fraude fiscale est devenue plus coûteuse, plus diverse et plus sophistiquée etc. Le travail est devenu plus complexe et la pression est de plus en plus forte. Or, la DGFIP a perdu 35000 emplois depuis 2002 soit plus du quart de ses effectifs. Tous les services sont touchés : services d'accueil, de gestion de l'impôt, du secteur public local ou encore de contrôle fiscal (lesquels ont perdu plus de 3000 emplois depuis 2010 alors que la lutte contre la fraude fiscale est censée être une priorité du gouvernement...).

Concrètement, ces baisse des moyens se traduisent par : des restructurations (avec notamment plus de 550 suppressions de trésoreries de proximité depuis 2009, des regroupements de missions en « pôles départementaux » là où elles étaient exercées dans les services territoriaux ou encore des fusions de services), un éloignement et un affaiblissement du service public et une dégradation inquiétante des conditions de travail.

Le syndicat national Solidaires Finances Publiques, première organisation syndicale de la DGFIP, s'est adressé au gouvernement par une lettre ouverte au Premier Ministre envoyée ce 2 juin pour : mettre un coup d'arrêt à cette spirale infernale dont les agents des finances publiques et les usagers sont les victimes et pour prendre des mesures rapidement, notamment dans la loi de finances pour 2017. Et ce afin de renforcer les moyens humains et budgétaires à la DGFIP, pour assurer correctement les missions de service public. En outre, les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP se sont adressées aux associations de maires dans le cadre de la journée d'actions de ce jour.

Le développement progressif des actions au sein de la DGFIP témoigne d'un mécontentement très largement partagé par les agents et de l'exigence d'en finir avec la baisse des moyens : il en va tout simplement de l'avenir du service public fiscal, financier et foncier.